



ASSEMBLÉE NATIONALE

DEUXIÈME SESSION

TRENTE-TROISIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 99

Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement et d'autres dispositions législatives

Présentation

NOV 21 1988

**Présenté par
M. Clifford Lincoln
Ministre de l'Environnement**

**Éditeur officiel du Québec
1988**

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi a pour objet de modifier la Loi sur la qualité de l'environnement afin d'y ajouter une nouvelle section relative à l'attestation d'assainissement, applicable aux établissements industriels faisant partie de certains secteurs d'activités et aux municipalités exploitant certains ouvrages d'assainissement des eaux usées.

Ce projet de loi précise les procédures relatives à la demande d'attestation d'assainissement et à sa délivrance ou son refus. Il décrit le contenu de l'attestation d'assainissement et détermine sa période de validité.

Ce projet de loi prévoit également un mécanisme de consultation publique de même que les motifs qui peuvent amener la modification, la suspension ou la révocation d'une attestation d'assainissement.

Ce projet de loi détermine le cadre réglementaire requis pour mettre en application cette section.

De plus, ce projet de loi prévoit une augmentation des montants des amendes prévues à la Loi sur la qualité de l'environnement et précise certains pouvoirs des fonctionnaires du ministère de l'Environnement en matière de saisie et de perquisition.

Ce projet de loi modifie également certaines dispositions concernant la délivrance d'un certificat d'autorisation pour des activités en milieu hydrique et l'incessibilité d'un certificat d'autorisation. Il abroge certaines dispositions relatives aux ententes intermunicipales et prévoit des modifications au pouvoir réglementaire concernant l'enlèvement et l'analyse de déchets.

Enfin, ce projet de loi modifie, par concordance, d'autres lois.

LOIS MODIFIÉES PAR CE PROJET:

1° Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., chapitre Q-2);

- 2° Loi sur les pesticides (1987, chapitre 29);
- 3° Loi sur les réserves écologiques (L.R.Q., chapitre R-26);
- 4° Code municipal du Québec (L.R.Q., chapitre C-27.1).

Projet de loi 99

Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement et d'autres dispositions législatives

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

LOI SUR LA QUALITÉ DE L'ENVIRONNEMENT

1. L'article 1 de la Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., chapitre Q-2), modifié par l'article 1 du chapitre 25 des lois de 1987, est de nouveau modifié par l'insertion, dans la quatrième ligne du paragraphe 11° et après l'expression « véhicule-automobile, », des mots « pneus hors d'usages, ».

2. L'article 2 de cette loi est modifié:

1° par l'insertion, dans la deuxième ligne du paragraphe *h* du troisième alinéa et après le mot « gouvernemental », des mots « ou international, »;

2° par l'addition, après le paragraphe *i* du troisième alinéa, du suivant:

« *j*) élaborer et mettre en oeuvre un programme visant à réduire le rejet de contaminants provenant de l'exploitation d'établissements industriels et à contrôler le rejet de contaminants provenant de l'exploitation d'ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées. ».

3. L'article 19.7 de cette loi est remplacé par le suivant:

« **19.7** Les articles 19.2 à 19.6 ne s'appliquent pas dans le cas où un projet ou un programme d'assainissement a été autorisé ou approuvé en vertu de la présente loi, ni dans le cas où une attestation

d'assainissement a été délivrée en vertu de la présente loi, sauf dans le cas d'un acte non conforme aux dispositions d'un certificat d'autorisation, d'un programme d'assainissement, d'une attestation d'assainissement ou de tout règlement applicable. ».

4. L'article 22 de cette loi est modifié par l'insertion, après le premier alinéa, du suivant :

« Cependant, quiconque érige ou modifie une construction, exécute des travaux ou des ouvrages, entreprend l'exploitation d'une industrie quelconque, l'exercice d'une activité ou l'utilisation d'un procédé industriel ou augmente la production d'un bien ou d'un service dans un cours d'eau à débit régulier ou intermittent, dans un lac, un étang, un marais, une prairie humide, un marécage ou une tourbière doit préalablement obtenir du ministre un certificat d'autorisation. ».

5. L'article 24 de cette loi est modifié par l'addition, après le premier alinéa, du suivant :

« Le certificat d'autorisation délivré en vertu de l'article 22 est incessible, à moins que le ministre en ait autorisé la cession aux conditions qu'il fixe. ».

6. L'article 31 de cette loi est modifié :

1° par l'insertion, dans la quatrième ligne du paragraphe *g* et après le mot « fixer », des mots « les droits et » et par l'addition, à la fin de ce paragraphe, des mots « et, dans les cas qu'il détermine, ceux exigibles pour leur modification ou leur renouvellement ; ces droits et honoraires peuvent varier selon le coût du projet pour lequel l'un de ces documents est demandé, modifié ou renouvelé ; » ;

2° par l'insertion, après le paragraphe *h*, des suivants :

« *h.1*) prescrire des méthodes de prélèvement, de conservation et d'analyse des échantillons d'eau, d'air, de sol ou de déchets pour les fins de l'application d'un règlement adopté en vertu de la présente loi ;

« *h.2*) prescrire que des analyses visées aux paragraphes *h* et *h.1* doivent être effectuées en tout ou en partie dans un laboratoire accrédité par le ministre en vertu de l'article 118.6 et indiquer les états des résultats des analyses qui doivent être préparés et transmis au ministre ; » ;

3° par l'insertion, dans la première ligne du paragraphe *i* et après le mot « installation », des mots « et à l'opération » ;

4° par l'addition, à la fin du paragraphe *m*, des mots « et, dans les cas qu'il détermine, celles selon lesquelles doit être faite toute demande de modification ou de renouvellement de l'un de ces documents; ».

7. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 31.9, de la section suivante:

« SECTION IV.2

« ATTESTATION D'ASSAINISSEMENT

« § 1.—*Établissements industriels*

« **31.10** La présente sous-section s'applique aux catégories d'établissements industriels déterminées par décret du gouvernement.

Ce décret entre en vigueur à la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.

« **31.11** L'exploitant d'un établissement industriel ne peut émettre, déposer, dégager ou rejeter ni permettre l'émission, le dépôt, le dégagement ou le rejet dans l'environnement d'un contaminant provenant de l'exploitation de son établissement si le ministre a refusé de lui délivrer une attestation d'assainissement.

Le premier alinéa ne s'applique pas au rejet de contaminants visé par un règlement municipal approuvé par le ministre en vertu du cinquième alinéa de l'article 124.

« **31.12** L'attestation d'assainissement doit contenir les éléments suivants:

1° la nature, la quantité, la qualité et la concentration de chaque contaminant émis, déposé, dégagé ou rejeté dans l'environnement et provenant de l'exploitation d'un établissement industriel;

2° la nature et la quantité des biens ou des services produits par un établissement industriel, dans la mesure où cette production résulte en une émission, un dépôt, un dégagement ou un rejet de contaminant dans l'environnement;

3° les normes relatives au rejet de contaminants définies par règlement adopté en vertu des paragraphes *c* et *d* de l'article 31, *c* et *f* du premier alinéa de l'article 46 et *a* et *c* de l'article 95, pour chaque contaminant émis, déposé, dégagé, ou rejeté dans l'environnement et provenant de l'exploitation d'un établissement industriel, à l'exception

de celles qui sont incompatibles avec les normes établies par le ministre en vertu de l'article 31.15;

4° les normes définies par règlement adopté en vertu des paragraphes *e* de l'article 31, *g* du premier alinéa de l'article 46, *e* de l'article 53, *a*, *c*, *f* et *k* du premier alinéa de l'article 70 et *b* de l'article 95, dans la mesure où ces normes sont applicables à un établissement industriel;

5° les normes relatives à l'installation et à l'opération de tout appareil ou équipement utilisé aux fins de réduire ou d'éliminer l'émission, le dépôt, le dégagement ou le rejet d'un contaminant établies par règlement adopté en vertu du paragraphe *i* de l'article 31 ainsi que toute autre norme déterminée par le ministre relative à l'installation et à l'opération d'appareil ou d'équipement destiné à l'une de ces fins;

6° les méthodes de prélèvement, d'analyse et de calcul de toute émission ou de tout dépôt, dégagement ou rejet de contaminants ainsi que les méthodes de prélèvement, de conservation et d'analyse des échantillons d'eau, d'air, de sol ou de déchets déterminées ou prescrites par règlement adopté en vertu des paragraphes *h* à *h.2* de l'article 31, les normes relatives à l'installation et à l'opération de tout appareil ou équipement installé aux fins de mesurer la concentration, la qualité ou la quantité de tout contaminant établies par règlement adopté en vertu du paragraphe *i* de l'article 31 ainsi que toute autre méthode ou norme déterminée par le ministre relative au contrôle et à la surveillance du rejet de contaminants y compris les modalités de transmission des états des résultats recueillis;

7° tout autre élément déterminé par règlement.

«**31.13** L'attestation d'assainissement contient, le cas échéant, les éléments suivants:

1° les normes relatives au rejet de contaminants établies par le ministre en vertu de l'article 31.15;

2° un programme correcteur ou de décontamination déterminé par le ministre ayant pour objet d'obliger le titulaire de l'attestation à se conformer aux normes de rejet de contaminants visées au paragraphe 3° de l'article 31.12 et au paragraphe 1° du présent article selon les exigences et les échéances qui y sont fixées;

3° les mesures nécessaires pour prévenir la présence accidentelle d'un contaminant dans l'environnement;

4° les mesures d'urgence ou d'évacuation qui doivent être prises lors de la présence accidentelle d'un contaminant dans l'environnement;

5° l'obligation, pour le titulaire de l'attestation, d'effectuer des études relatives à la provenance des contaminants, à la réduction de leur rejet et aux impacts de leur rejet sur la qualité de l'environnement, la faune, la végétation et les biens ainsi que sur la vie, la santé, la sécurité, le bien-être et le confort de l'être humain, ainsi que des études relatives à l'analyse des risques d'accident et des risques toxicologiques et à l'élaboration de mesures de prévention, d'urgence ou d'évacuation.

« **31.14** Le ministre peut déterminer, pour chacun des établissements industriels, les normes et les méthodes visées aux paragraphes 5° et 6° de l'article 31.12 ainsi que les éléments visés aux paragraphes 2° à 5° de l'article 31.13 et, à cette fin, il doit tenir compte des facteurs suivants :

1° la catégorie à laquelle appartient l'établissement ainsi que son emplacement géographique;

2° les éléments visés aux paragraphes 1° et 2° de l'article 31.12;

3° les impacts du rejet de contaminants sur la qualité de l'environnement, la faune, la végétation et les biens ainsi que sur la vie, la santé, la sécurité, le bien-être et le confort de l'être humain.

« **31.15** Lorsque les normes relatives au rejet de contaminants sont insuffisantes pour assurer une qualité adéquate du milieu récepteur pour la protection et la croissance de l'être humain, de la faune ou de la végétation ou pour éviter de soumettre l'être humain, la faune ou la végétation à des risques inacceptables imputables à la toxicité aiguë ou chronique d'un contaminant et à ses effets cancérogènes, mutagènes, tératogènes ou synergiques, le ministre peut établir dans l'attestation d'assainissement d'autres normes de rejet que celles visées au paragraphe 3° de l'article 31.12 pour chacun des établissements industriels.

« **31.16** L'exploitant d'un établissement industriel doit soumettre au ministre une demande d'attestation d'assainissement dans les délais et selon les modalités déterminés par règlement.

« **31.17** La demande d'attestation d'assainissement doit inclure les documents déterminés par règlement et contenir les renseignements qui y sont prescrits.

Toutefois, le ministre peut, en tout temps, exiger du demandeur de lui fournir, dans les délais qu'il fixe, des documents ou des renseignements additionnels et indiquer la forme de présentation de ces renseignements.

« **31.18** Après avoir analysé la demande d'attestation d'assainissement, le ministre doit transmettre au demandeur un avis écrit l'informant de la teneur de l'attestation d'assainissement proposée ou de son intention de lui refuser, pour les motifs qu'il indique, une attestation d'assainissement.

« **31.19** Le demandeur peut, dans les 30 jours suivant la date de la transmission de l'un des avis visés à l'article 31.18, faire des représentations écrites auprès du ministre afin de lui demander de modifier la teneur de l'attestation d'assainissement proposée ou, selon le cas, de lui proposer une attestation d'assainissement.

Le ministre transmet sa décision au demandeur avant la publication de l'un des avis visés à l'article 31.20.

« **31.20** Le ministre doit faire publier, à deux reprises, dans les délais fixés par règlement, un avis résumant le contenu de l'attestation d'assainissement proposée ou un avis de son intention de refuser au demandeur une attestation d'assainissement dans un quotidien distribué dans la région où se trouve la source de contamination.

Le ministre transmet également une copie de ces avis au secrétaire-trésorier ou au greffier de la municipalité où se trouve la source de contamination.

Ces avis doivent indiquer les endroits où peut être consulté le dossier de la demande, la période de consultation du dossier ainsi que les jours et les heures d'ouverture prévus pour sa consultation.

« **31.21** Le ministre doit, après la publication de l'un des avis visés à l'article 31.20, rendre disponible le dossier de la demande pour consultation par le public pendant la période de consultation prévue par règlement. Le dossier de la demande doit inclure les documents déterminés par règlement.

Toute personne ou municipalité peut, pendant la période de consultation du dossier, transmettre ses commentaires au ministre.

« **31.22** Après la période de consultation du dossier de la demande, le ministre doit :

1° soit délivrer au demandeur, sur acquittement des droits fixés par règlement, une attestation d'assainissement et, dans ce cas, il rend public l'annonce de la délivrance de l'attestation;

2° soit refuser de délivrer au demandeur une attestation d'assainissement et, dans ce cas, il lui transmet un avis l'informant des motifs justifiant le refus.

«**31.23** Le titulaire de l'attestation d'assainissement doit :

1° respecter les normes relatives au rejet de contaminants visées au paragraphe 3° de l'article 31.12 ainsi que celles visées au paragraphe 1° de l'article 31.13;

2° respecter tout autre élément contenu dans son attestation;

3° aviser le ministre sans délai ou, dans les cas prévus par règlement adopté en vertu du paragraphe j de l'article 31, dans le délai qui y est prévu, de la présence accidentelle dans l'environnement d'un contaminant et prendre toutes les mesures nécessaires pour en atténuer les effets et pour en éliminer et en prévenir les causes;

4° tenir à jour et conserver, conformément aux règlements, les registres qui y sont indiqués;

5° fournir au ministre, conformément aux règlements, les rapports qui y sont indiqués;

6° fournir, à la demande du ministre, tous les renseignements nécessaires relatifs à l'évaluation de la conformité du rejet de contaminants aux normes visées au paragraphe 3° de l'article 31.12 et au paragraphe 1° de l'article 31.13;

7° informer le ministre, conformément aux règlements, de tout changement de nature à modifier quelque élément contenu dans son attestation d'assainissement;

8° informer le ministre, conformément aux règlements, de tout événement ou incident entraînant une dérogation aux dispositions de son attestation ainsi que des mesures prises pour atténuer ou éliminer les effets de cet incident ou de cet événement.

«**31.24** L'attestation d'assainissement ne peut être cédée que suivant les modalités prévues par règlement.

«**31.25** Le titulaire d'une attestation d'assainissement doit demander au ministre de modifier son attestation dans les cas où il prévoit effectuer des changements de nature à modifier quelque

élément qui y est contenu, à l'exception des cas où il prévoit effectuer des changements de nature à réduire la quantité ou la concentration des contaminants visés au paragraphe 1° de l'article 31.12.

La demande de modification d'une attestation d'assainissement doit être soumise au ministre selon les modalités déterminées par règlement. Les articles 31.17, 31.18 et le premier alinéa de l'article 31.19 s'appliquent, en les adaptant, à la demande de modification d'attestation.

Après l'expiration du délai prévu au premier alinéa de l'article 31.19 ou après qu'une décision ait été prise en vertu de cet alinéa, le ministre doit :

1° soit délivrer au demandeur, sur acquittement des droits fixés par règlement, le cas échéant, une attestation d'assainissement modifiée et, dans ce cas, il rend public l'annonce de la délivrance de l'attestation;

2° soit refuser de délivrer au demandeur une attestation d'assainissement modifiée et, dans ce cas, il lui transmet un avis l'informant des motifs justifiant le refus.

Toutefois, dans les cas prévus par règlement, le deuxième alinéa de l'article 31.19 et les articles 31.20 à 31.22 s'appliquent, en les adaptant, à la demande de modification d'attestation.

« **31.26** Le ministre peut, de sa propre initiative, modifier une attestation d'assainissement qu'il a délivrée ou qui a été délivrée en son nom dans les cas suivants :

1° l'attestation d'assainissement a été délivrée sur la foi de renseignements erronés ou frauduleux ou alors que le demandeur a omis de déclarer un renseignement important;

2° contrairement à l'article 31.25, le titulaire de l'attestation d'assainissement a omis de demander au ministre de modifier son attestation;

3° les méthodes ou les normes déterminées par le ministre relatives au contrôle et à la surveillance du rejet de contaminant y compris les modalités de transmission des états des résultats recueillis doivent être ajustées afin de permettre un meilleur contrôle des sources de contamination.

Lorsque le gouvernement modifie l'une ou l'autre des normes de rejet de contaminants visées au paragraphe 3° de l'article 31.12 et qu'il considère que le défaut d'intégrer dans l'attestation d'assainissement

l'une ou l'autre des normes de rejet ainsi modifiées risque de porter atteinte à la protection de la santé et de la sécurité du public, le ministre doit intégrer dans l'attestation les normes de rejet ainsi modifiées et ajuster le programme correcteur ou de décontamination en conséquence.

Avant de rendre sa décision, le ministre doit transmettre au titulaire de l'attestation d'assainissement un avis de modification et lui donner l'occasion de faire valoir son point de vue.

«**31.27** L'attestation d'assainissement est délivrée pour une période de 5 ans.

Toutefois, dans le cas d'une personne qui projette de construire un établissement industriel appartenant à une catégorie à laquelle s'applique la présente sous-section l'attestation d'assainissement est délivrée pour une période de 10 ans.

L'exploitant d'un établissement industriel doit continuer de respecter les éléments contenus dans l'attestation qui lui avait été délivrée ainsi que les autres obligations prévues aux paragraphes 3° à 8° de l'article 31.23, tant qu'une décision n'a pas été prise par le ministre relativement à une nouvelle demande d'attestation d'assainissement.

«**31.28** Le titulaire d'une attestation d'assainissement doit soumettre au ministre une nouvelle demande d'attestation d'assainissement dans les délais et selon les modalités déterminés par règlement.

Les articles 31.17, 31.18 et le premier alinéa de l'article 31.19 s'appliquent, en les adaptant, à la nouvelle demande d'attestation.

Après l'expiration du délai prévu au premier alinéa de l'article 31.19 ou après qu'une décision ait été prise en vertu de cet alinéa, le ministre doit :

1° soit délivrer au demandeur, sur acquittement des droits fixés par règlement, une nouvelle attestation d'assainissement et, dans ce cas, il rend public l'annonce de la délivrance de l'attestation;

2° soit refuser de délivrer au demandeur une nouvelle attestation d'assainissement et, dans ce cas, il lui transmet un avis l'informant des motifs justifiant le refus.

Toutefois, dans les cas prévus par règlement, le deuxième alinéa de l'article 31.19 et les articles 31.20 à 31.22 s'appliquent, en les adaptant, à la nouvelle demande d'attestation.

« **31.29** Le ministre peut suspendre ou révoquer en tout ou en partie une attestation d'assainissement qu'il a délivrée ou qui a été délivrée en son nom dans les cas prévus aux paragraphes 1° et 2° du premier alinéa de l'article 31.26 ainsi que dans les cas où le titulaire de l'attestation d'assainissement :

1° ne respecte pas les normes relatives au rejet de contaminants visées au paragraphe 3° de l'article 31.12 ou celles visées au paragraphe 1° de l'article 31.13;

2° ne respecte pas les mesures préventives visées au paragraphe 3° de l'article 31.13;

3° ne prend pas toutes les mesures nécessaires pour atténuer les effets de la présence accidentelle dans l'environnement d'un contaminant et pour en éliminer et en prévenir les causes;

4° entrave l'exercice des fonctions du ministre, du sous-ministre ou d'un fonctionnaire visé dans les articles 119, 120 et 120.1.

Le ministre peut, en outre, révoquer en tout ou en partie une attestation d'assainissement qu'il a délivrée ou qui a été délivrée en son nom dans le cas où le titulaire de l'attestation d'assainissement ne respecte pas les mesures d'urgence ou d'évacuation qu'il doit prendre lors de la présence accidentelle d'un contaminant dans l'environnement.

Avant de rendre sa décision, le ministre doit transmettre au titulaire de l'attestation d'assainissement un avis de suspension ou de révocation et lui donner l'occasion de faire valoir son point de vue.

« **31.30** L'exploitant d'un établissement industriel ne peut émettre, déposer, dégager ou rejeter ni permettre l'émission, le dépôt, le dégagement ou le rejet dans l'environnement d'un contaminant provenant de l'exploitation d'un établissement industriel alors que son attestation d'assainissement fait l'objet d'une révocation ou d'une suspension.

« **31.31** Le ministre peut révoquer une attestation d'assainissement, à la demande de son titulaire, dans le cas où celui-ci cesse d'exploiter l'établissement industriel pour lequel son attestation lui avait été délivrée.

Avant de révoquer une attestation d'assainissement, le ministre doit s'assurer que la cessation des activités n'entraînera pas l'émission, le dépôt, le dégagement ou le rejet dans l'environnement d'un contaminant.

« § 2.—*Ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées*

« **31.32** La présente sous-section s'applique aux catégories d'ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées déterminées par décret du gouvernement.

Ce décret entre en vigueur à la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.

« **31.33** Le ministre délivre une attestation d'assainissement à toute municipalité qui exploite des ouvrages d'assainissement des eaux usées.

« **31.34** L'attestation d'assainissement doit contenir les éléments suivants:

1° la nature, la quantité, la qualité et la concentration de chaque contaminant émis, déposé, dégagé ou rejeté dans l'environnement et provenant de l'exploitation d'ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées;

2° la nature, la provenance et la qualité des eaux usées traitées par des ouvrages municipaux d'assainissement;

3° les normes relatives au rejet de contaminants définies par règlement adopté en vertu des paragraphes *c* et *d* de l'article 31 et *c* et *f* du premier alinéa de l'article 46 pour chaque contaminant émis, déposé, dégagé ou rejeté dans l'environnement et provenant de l'exploitation d'ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées, à l'exception de celles qui sont incompatibles avec les normes établies par le ministre en vertu de l'article 31.37;

4° les normes définies par règlement adopté en vertu des paragraphes *e* de l'article 31, *g* du premier alinéa de l'article 46, *a*, *c* et *k* du premier alinéa de l'article 70 ainsi que celles relatives à l'exploitation d'un service d'égout ou de traitement des eaux définies par règlement adopté en vertu du paragraphe *d* du premier alinéa de l'article 46, dans la mesure où ces normes sont applicables à des ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées;

5° les éléments mentionnés aux paragraphes 5° et 6° de l'article 31.12;

6° tout autre élément déterminé par règlement.

« **31.35** L'attestation d'assainissement contient, le cas échéant, les éléments suivants:

1° les normes relatives au rejet de contaminants établies par le ministre en vertu de l'article 31.37;

2° un programme correcteur déterminé par le ministre ayant pour objet d'obliger le titulaire de l'attestation à se conformer aux normes de rejet de contaminants visées au paragraphe 3° de l'article 31.34 et au paragraphe 1° du présent article selon les exigences et les échéances qui y sont fixées;

3° les mesures nécessaires pour prévenir la présence accidentelle d'un contaminant dans l'environnement.

« **31.36** Le ministre peut déterminer, pour chacun des ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées, les normes et les méthodes visées au paragraphe 5° de l'article 31.34 ainsi que les éléments visés aux paragraphes 2° et 3° de l'article 31.35 et, à cette fin, il doit tenir compte des facteurs suivants :

1° la catégorie à laquelle appartiennent les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées ainsi que leur emplacement géographique;

2° les éléments visés aux paragraphes 1° et 2° de l'article 31.34;

3° les impacts du rejet de contaminants sur la qualité de l'environnement, la faune, la végétation et les biens ainsi que sur la vie, la santé, la sécurité, le bien-être et le confort de l'être humain.

« **31.37** Lorsque les normes relatives au rejet de contaminants sont insuffisantes pour assurer une qualité adéquate du milieu récepteur pour la protection et la croissance de l'être humain, de la faune ou de la végétation ou pour éviter de soumettre l'être humain, la faune ou la végétation à des risques inacceptables imputables à la toxicité aiguë ou chronique d'un contaminant et à ses effets cancérigènes, mutagènes, tératogènes ou synergiques, le ministre peut établir dans l'attestation d'assainissement d'autres normes de rejet que celles visées au paragraphe 3° de l'article 31.34 pour chacun des ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées.

« **31.38** Le titulaire de l'attestation d'assainissement doit :

1° respecter tout élément contenu dans son attestation;

2° fournir à la demande du ministre, tous les renseignements nécessaires relatifs à l'évaluation de la conformité du rejet de contaminants aux normes visées au paragraphe 3° de l'article 31.34 et au paragraphe 1° de l'article 31.35;

3° respecter les obligations mentionnées aux paragraphes 3° à 5° et 7° et 8° de l'article 31.23.

« **31.39** Le ministre peut modifier une attestation d'assainissement qu'il a délivrée ou qui a été délivrée en son nom dans les cas suivants :

1° le titulaire de l'attestation d'assainissement lui a soumis une demande de modification ;

2° les normes déterminées par le ministre relatives à l'installation et à l'opération d'appareil ou d'équipement utilisé aux fins de réduire ou d'éliminer l'émission, le dépôt, le dégagement ou le rejet d'un contaminant doivent être ajustées afin de permettre un meilleur contrôle de l'exploitation des ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées ;

3° les méthodes ou les normes déterminées par le ministre relatives au contrôle et à la surveillance du rejet de contaminants y compris les modalités de transmission des états des résultats recueillis doivent être ajustées afin de permettre un meilleur contrôle des sources de contamination.

Lorsque le gouvernement modifie l'une ou l'autre des normes de rejet de contaminants visées au paragraphe 3° de l'article 31.34 et qu'il considère que le défaut d'intégrer dans l'attestation d'assainissement l'une ou l'autre des normes de rejet ainsi modifiées risque de porter atteinte à la protection de la santé et de la sécurité du public, le ministre doit intégrer dans l'attestation les normes de rejet ainsi modifiées et ajuster le programme correcteur en conséquence.

Avant de rendre sa décision, le ministre doit transmettre au titulaire de l'attestation d'assainissement un avis de modification et lui donner l'occasion de faire valoir son point de vue.

« **31.40** L'attestation d'assainissement est délivrée pour une période de 5 ans et doit être renouvelée.

La municipalité doit continuer de respecter les éléments contenus dans l'attestation qui lui avait été délivrée ainsi que les autres obligations prévues aux paragraphes 2° et 3° de l'article 31.38 tant que le ministre ne lui a pas renouvelé son attestation d'assainissement.

« § 3.—*Pouvoirs réglementaires*

« **31.41** Le gouvernement peut adopter des règlements pour :

1° déterminer tout élément autre que ceux mentionnés aux paragraphes 1° à 6° de l'article 31.12 et autre que ceux mentionnés à l'article 31.13 que doit contenir une attestation d'assainissement délivrée en vertu de la sous-section 1 de la présente section ;

2° déterminer tout élément autre que ceux mentionnés aux paragraphes 1° à 5° de l'article 31.34 et autres que ceux mentionnés à l'article 31.35 que doit contenir une attestation d'assainissement délivrée en vertu de la sous-section 2 de la présente section ;

3° déterminer la forme d'une attestation d'assainissement ;

4° déterminer les modalités selon lesquelles doit être faite toute demande ou nouvelle demande d'attestation d'assainissement ou toute demande de modification d'attestation soumise au ministre en vertu de la sous-section 1 de la présente section ainsi que les documents qui doivent y être inclus et prescrire les renseignements qui doivent y être contenus ;

5° déterminer les délais selon lesquels doit être faite une demande ou une nouvelle demande d'attestation d'assainissement délivrée en vertu de la sous-section 1 de la présente section ;

6° fixer les droits exigibles pour la délivrance d'une attestation d'assainissement, d'une nouvelle attestation d'assainissement et, dans les cas qu'il détermine, d'une attestation d'assainissement modifiée délivrée en vertu de la sous-section 1 de la présente section, lesquels peuvent être établis sur une base annuelle et varier selon la catégorie des établissements industriels ou selon la nature, l'étendue ou l'importance de leurs activités ou de leur rejet de contaminants ;

7° déterminer les catégories de personnes physiques qui doivent signer les demandes ou nouvelles demandes d'attestation d'assainissement ou les demandes de modification d'attestation soumises au ministre en vertu de la sous-section 1 de la présente section ainsi que les documents qui doivent y être inclus et déterminer

celles qui doivent signer les états des résultats ou les rapports fournis au ministre en vertu de la sous-section 1 de la présente section;

8° indiquer les registres qui doivent être tenus et conservés par tout titulaire d'une attestation d'assainissement, les conditions qui s'appliquent à leur tenue et à leur conservation et déterminer leur forme et leur contenu ainsi que la période de leur conservation;

9° indiquer les rapports qui doivent être fournis au ministre par tout titulaire d'une attestation d'assainissement et déterminer leur forme et leur contenu ainsi que les conditions et l'époque de leur transmission;

10° prévoir, pour tout titulaire d'une attestation d'assainissement, le délai et la manière d'informer le ministre dans les cas prévus aux paragraphes 7° et 8° de l'article 31.23;

11° déterminer les documents qui doivent être inclus dans le dossier de la demande et prévoir la période de consultation pendant laquelle le ministre doit rendre disponible le dossier de la demande pour consultation par le public;

12° fixer les délais mentionnés à l'article 31.20;

13° prévoir les cas où le deuxième alinéa de l'article 31.19 et les articles 31.20 à 31.22 s'appliquent à une demande de modification d'attestation d'assainissement ou à une nouvelle demande d'attestation d'assainissement;

14° prévoir les modalités suivant lesquelles une attestation d'assainissement délivrée en vertu de la sous-section 1 de la présente section peut être cédée. ».

8. L'article 32 de cette loi est modifié par l'addition, après le troisième alinéa, du suivant:

« Le présent article ne s'applique pas au titulaire d'une attestation d'assainissement qui procède à l'installation de dispositifs pour le traitement des eaux usées dans un établissement industriel pour lequel une attestation lui a été délivrée. ».

9. L'article 36 de cette loi est abrogé.

10. L'article 46 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement, dans la quatrième ligne du paragraphe c du premier alinéa, des mots « une rivière, un cours d'eau, un lac ou une étendue d'eau souterraine; » par les mots « un cours d'eau à débit

régulier ou intermittent, un lac, un étang, un marais, une prairie humide, un marécage, une tourbière ou une étendue d'eau souterraine; »;

2° par la suppression du paragraphe *e* du premier alinéa;

3° par le remplacement, dans la première ligne du paragraphe *m* du premier alinéa, des mots « en vrac d'eau » par les mots « d'eau au volume »;

4° par l'addition, après le paragraphe *s* du premier alinéa, du suivant:

« *t*) déterminer les qualifications des personnes physiques affectées à l'opération des équipements municipaux d'assainissement des eaux usées. ».

11. L'article 48 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin du deuxième alinéa, de la phrase suivante:

« Il ne s'applique pas au titulaire d'une attestation d'assainissement qui exploite un établissement industriel pour lequel une attestation lui a été délivrée. ».

12. L'article 62 de cette loi est abrogé.

13. L'article 70 de cette loi, modifié par l'article 8 du chapitre 25 des lois de 1987, est de nouveau modifié:

1° par l'insertion, dans la deuxième ligne du paragraphe *g* du premier alinéa et après le mot « émettre », des mots « ou renouveler »;

2° par le remplacement du paragraphe *k* du premier alinéa par le suivant:

« *k*) régir, limiter ou prohiber l'enlèvement, la récupération, le transport, le dépôt, l'entreposage, le traitement, le recyclage, l'utilisation ou la vente de toute catégorie de déchets pour l'ensemble ou toute partie du territoire du Québec; ».

14. L'article 96 de cette loi, modifié par l'article 9 du chapitre 25 des lois de 1987, est de nouveau modifié:

1° par le remplacement, dans la septième ligne du deuxième alinéa, du mot « ou » par une virgule;

2° par l'addition, à la fin du deuxième alinéa, des mots « , refuse de délivrer, ou modifie, suspend ou révoque une attestation

d'assainissement ou refuse de modifier ou de révoquer l'attestation d'assainissement à la demande de son titulaire. ».

15. L'article 106 de cette loi est modifié par le remplacement des premier et deuxième alinéas par les suivants :

« **106.** Une personne physique qui enfreint l'un ou l'autre des articles 21, 22, 31.1, 68, 91, 95.1, 95.3, 121, 123.1, 154 ou 189 ou des paragraphes 2° à 8° de l'article 31.23, commet une infraction et est passible, sur poursuite sommaire, d'une amende :

a) d'au moins 600 \$ et d'au plus 20 000 \$ pour la première infraction ;

b) d'au moins 4 000 \$ et d'au plus 40 000 \$ pour toute infraction subséquente.

Commets également une infraction qui la rend passible des mêmes peines celle qui :

a) poursuit la réalisation d'un projet qui a fait l'objet d'une dénégaration de conformité en vertu de l'article 95.4 ;

b) produit ou signe une fausse attestation de conformité environnementale ;

c) ne respecte pas un programme d'assainissement approuvé par le ministre en vertu de l'article 116.2 ;

d) ne respecte pas une condition imposée en vertu des articles 31.5, 31.6, 65, 164, 167, 201 ou 203 ;

e) ne respecte pas une entente conclue avec le ministre en matière de dépôt ou d'entreposage de déchets ;

f) ne soumet pas au ministre une nouvelle demande d'attestation d'assainissement contrairement à l'article 31.28. ».

16. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 106, des suivants :

« **106.1** Quiconque enfreint l'article 20 ou refuse ou néglige de se conformer à une ordonnance du sous-ministre ou du ministre visée à la présente loi, commet une infraction et est passible, sur poursuite sommaire :

a) dans le cas d'une personne physique, d'une amende d'au moins 2 000 \$ et d'au plus 20 000 \$ dans le cas d'une première infraction et

une amende d'au moins 4 000 \$ et d'au plus 40 000 \$ dans le cas d'une infraction subséquente, ou, dans tous ces cas, d'une peine d'emprisonnement d'un maximum d'un an ou de la peine d'emprisonnement et de l'amende à la fois;

b) dans le cas d'une corporation, d'une amende d'au moins 6 000 \$ et d'au plus 250 000 \$ dans le cas d'une première infraction et d'une amende d'au moins 12 000 \$ et d'au plus 500 000 \$ dans le cas de toute infraction subséquente.

« **106.2** Quiconque enfreint le paragraphe 1° de l'article 31.23 ou l'un ou l'autre des articles 31.11 ou 31.30 commet une infraction et est passible, sur poursuite sommaire :

a) dans le cas d'une personne physique, d'une amende d'au moins 5 000 \$ et d'au plus 20 000 \$ dans le cas d'une première infraction et d'une amende d'au moins 10 000 \$ et d'au plus 40 000 \$ dans le cas d'une infraction subséquente, ou, dans tous ces cas, d'une peine d'emprisonnement d'un maximum d'un an ou de la peine d'emprisonnement et de l'amende à la fois;

b) dans le cas d'une corporation, d'une amende d'au moins 10 000 \$ et d'au plus 250 000 \$ dans le cas d'une première infraction et d'une amende d'au moins 20 000 \$ et d'au plus 500 000 \$ dans le cas de toute infraction subséquente. ».

17. L'article 107 de cette loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par les suivants :

« **107.** Une personne physique qui refuse ou néglige, contrairement aux dispositions de la présente loi ou des règlements adoptés en vertu de celle-ci, de produire une déclaration ou une garantie, de fournir des informations, des renseignements ou des rapports, de soumettre des plans, ou qui fait une chose sans obtenir préalablement une approbation, une autorisation, une permission ou un permis du ministre alors que l'un de ces documents est requis en vertu de la présente loi ou des règlements adoptés en vertu de celle-ci, commet une infraction et est passible, sur poursuite sommaire, dans les cas autres que ceux visés à l'article 106, d'une amende :

a) d'au moins 500 \$ et d'au plus 12 000 \$ pour une première infraction;

b) d'au moins 1 000 \$ et d'au plus 20 000 \$ pour toute infraction subséquente.

Commets également une infraction qui la rend passible des mêmes peines celle qui, afin d'obtenir un certificat d'autorisation, un

certificat, une autorisation, un permis, une permission, une approbation ou une attestation d'assainissement délivré en vertu de la présente loi ou d'un règlement adopté en vertu de celle-ci, fait une déclaration au ministre sachant qu'elle est fausse ou trompeuse. ».

18. L'article 108 de cette loi est modifié par le remplacement, dans les deuxième et troisième lignes, des mots « vingt-cinq » par les mots « deux cents » et, dans la quatrième ligne, du mot « cent » par le mot « mille ».

19. L'article 109 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la dernière ligne, des mots « n'excédant pas cinq cents dollars » par « d'au moins 200 \$ et d'au plus 5 000 \$ ».

20. L'article 109.1 de cette loi est modifié par le remplacement des paragraphes *a* et *b* du premier alinéa par les suivants:

« *a*) dans le cas d'une personne physique, d'une amende minimale d'au plus 10 000 \$ et d'une amende maximale d'au plus 25 000 \$ dans le cas d'une première infraction et d'une amende minimale d'au plus 25 000 \$ et d'une amende maximale d'au plus 50 000 \$ dans le cas d'une infraction subséquente, ou, dans tous ces cas, d'une peine d'emprisonnement d'un maximum de 18 mois ou de la peine d'emprisonnement et de l'amende à la fois;

« *b*) dans le cas d'une corporation, d'une amende minimale d'au plus 25 000 \$ et d'une amende maximale d'au plus 500 000 \$ dans le cas d'une première infraction et d'une amende minimale d'au plus 50 000 \$ et d'une amende maximale d'au plus 1 000 000 \$ dans le cas de toute infraction subséquente. ».

21. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 109.1, du suivant:

« **109.1.1** Le tribunal qui déclare une personne ou une municipalité coupable d'une infraction à la présente loi peut, en plus d'imposer toute autre peine:

1° imposer une amende additionnelle d'un montant équivalent au montant du bénéfice pécuniaire que la personne ou la municipalité a acquis ou qui lui est revenu à la suite de la perpétration de l'infraction, et ce, même si l'amende maximale prévue dans une autre disposition lui a été imposée;

2° ordonner, aux frais du contrevenant, que celui-ci prenne toutes les mesures nécessaires afin de remettre les choses dans l'état où elles étaient avant que la cause de l'infraction ne se produise.

Dans le cas où le ministre a exercé les pouvoirs prévus au premier alinéa de l'article 115.1, le tribunal peut condamner le contrevenant à rembourser les frais directs et indirects afférents aux mesures qui y sont prises. ».

22. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 109.2, du suivant :

« **109.3** Un administrateur ou un dirigeant d'une corporation qui amène cette corporation par un ordre, une autorisation, un conseil ou un encouragement à émettre, à déposer, à dégager ou à rejeter un contaminant dans l'environnement commet une infraction et est passible de la même peine que celle prévue au paragraphe *a* de l'article 106.1. ».

23. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 112, du suivant :

« **112.1** Les poursuites pénales prises en vertu de la présente loi sont intentées conformément à la Loi sur les poursuites sommaires (L.R.Q., chapitre P-15) par le procureur général ou par une personne qu'il autorise généralement ou spécialement par écrit à cette fin. ».

24. L'article 116.2 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **116.2** Le responsable d'une source de contamination qui ne provient pas de l'exploitation d'un établissement industriel visé à l'article 31.10 peut soumettre au ministre un programme d'assainissement pour approbation. ».

25. L'article 118.5 de cette loi, modifié par l'article 102 du chapitre 68 des lois de 1987, est de nouveau modifié :

1° par l'addition, après le paragraphe *g* du premier alinéa, des suivants :

« *h*) toutes les demandes ou nouvelles demandes d'attestation d'assainissement soumises en vertu des articles 31.16 et 31.28 ainsi que toutes les demandes de modification d'attestation soumises en vertu de l'article 31.25 et 31.39;

« *i*) toutes les attestations d'assainissement proposées, délivrées ou modifiées en vertu de la sous-section 1 de la section IV.2 ainsi que tous les avis d'intention de refus et ceux transmis en vertu des articles 31.22, 31.25 et 31.28;

« *j*) toutes les attestations d'assainissement délivrées ou modifiées en vertu de la sous-section 2 de la section IV.2;

« *k*) le dossier de la demande visé à l'article 31.21 et les commentaires des personnes ou municipalités transmis pendant la période de consultation du dossier;

« *l*) tous les états des résultats relatifs au contrôle et à la surveillance des rejets de contaminants et tous les rapports et les renseignements fournis au ministre en vertu de la section IV.2 de la présente loi et de ses règlements d'application. »;

2° par l'insertion, dans la première ligne du deuxième alinéa et après le mot « registre », des mots « , à l'exception de ceux déterminés par règlement, ».

26. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 118.5, du suivant:

« **118.5.1** Le gouvernement peut par règlement déterminer les renseignements contenus dans un registre qui n'ont pas un caractère public. ».

27. Les articles 120.1 à 120.5 de cette loi sont remplacés par les suivants:

« **120.1** Tout fonctionnaire autorisé à cette fin par le ministre peut, s'il obtient un mandat décerné par un juge de paix, pénétrer à toute heure raisonnable ou à toute heure que le mandat indique sur un terrain, dans un édifice, dans un véhicule ou sur un bateau, afin de saisir une chose animée ou inanimée susceptible de faire la preuve de la perpétration d'une infraction à la présente loi ou aux règlements adoptés en vertu de celle-ci, prélever des échantillons, installer des appareils de mesure, procéder à des analyses, consulter des registres ou examiner les lieux, s'il a des motifs raisonnables et probables de croire qu'une infraction à la présente loi ou aux règlements adoptés en vertu de celle-ci est ou a été commise.

Un juge de paix peut décerner un mandat aux conditions qu'il y indique s'il est convaincu sur la foi d'une déclaration sous serment du fonctionnaire autorisé qu'il existe des motifs raisonnables et probables de croire qu'une telle infraction est ou a été commise.

Un fonctionnaire autorisé à cette fin par le ministre peut exercer sans mandat les pouvoirs qui lui sont conférés au premier alinéa, s'il a des motifs raisonnables et probables de croire qu'une infraction à la présente loi ou aux règlements adoptés en vertu de celle-ci est ou a été commise et si le délai pour l'obtention d'un mandat, compte tenu de l'urgence de la situation, risque de mettre en danger la vie, la santé ou la sécurité de l'être humain, de causer un dommage ou un préjudice

sérieux à la qualité du sol, à la végétation, à la faune ou aux biens ou d'entraîner la perte, la disparition ou la destruction d'un élément de preuve.

« **120.2** Un fonctionnaire visé à l'article 120.1 doit faire un rapport par écrit au ministre de toute saisie qu'il effectue.

« **120.3** Ce fonctionnaire est responsable de la garde des choses qu'il a saisies jusqu'à ce qu'un juge en ait prononcé la confiscation ou en ait ordonné la remise à son propriétaire.

Toutefois, le ministre peut autoriser ce fonctionnaire à confier au contrevenant la garde d'une chose qui a été saisie et le contrevenant est tenu d'en accepter la garde jusqu'à ce qu'un juge en ait prononcé la confiscation ou en ait ordonné la remise à son propriétaire.

« **120.4** Nul ne peut, sans l'autorisation du ministre, aliéner, utiliser ou offrir en vente une chose qui a été saisie ni enlever, détériorer ou permettre l'enlèvement ou la détérioration de cette chose, de son contenant ou de la fiche de saisie.

« **120.5** Le fonctionnaire visé à l'article 120.1 doit remettre au saisi la chose saisie dès que sa rétention n'est plus nécessaire dans l'intérêt de la justice.

« **120.6** Une chose saisie par un fonctionnaire visé à l'article 120.1 doit être remise à son propriétaire si aucune accusation liée à cette chose n'a été portée dans les 180 jours qui suivent la date de la saisie.

Le juge de paix peut toutefois ordonner que la période de saisie soit prolongée pour un maximum de 90 jours.

« **120.7** Le gouvernement peut faire des règlements pour prescrire la forme et la teneur de toute fiche de saisie ou de mainlevée et prescrire l'usage qui peut être fait de ces documents. ».

28. L'article 125 de cette loi est modifié par la suppression du premier alinéa.

29. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 129, du suivant :

« **129.1** Une disposition d'un certificat d'autorisation, d'un certificat, d'une autorisation ou d'un programme d'assainissement délivré ou approuvé en vertu des articles 22, 32, 48, 54 et 116.2 continue d'avoir effet dans la mesure où elle n'est pas incompatible avec les éléments contenus dans une attestation d'assainissement. ».

30. Cette loi est modifiée par le remplacement du mot « sous-ministre » par le mot « ministre », partout où il se trouve dans la loi.

LOI SUR LES PESTICIDES

31. L'article 123 de la Loi sur les pesticides (1987, chapitre 29) est modifié par l'addition, à la fin, de « par le procureur général ou par une personne qu'il autorise généralement ou spécialement par écrit à cette fin ».

LOI SUR LES RÉSERVES ÉCOLOGIQUES

32. L'article 14 de la Loi sur les réserves écologiques (L.R.Q., chapitre R-26) est remplacé par le suivant :

« **14.** Les poursuites pénales prises en vertu de la présente loi sont intentées conformément à la Loi sur les poursuites sommaires (L.R.Q., chapitre P-15) par le procureur général ou par une personne qu'il autorise généralement ou spécialement par écrit à cette fin. ».

CODE MUNICIPAL

33. L'article 549 du Code municipal du Québec (L.R.Q., chapitre C-27.1), modifié par l'article 41 du chapitre 102 des lois de 1987, est de nouveau modifié :

1° par la suppression, dans les troisième et quatrième lignes du premier alinéa du paragraphe 4, des mots « et le ministre responsable de l'application de la Loi sur la qualité de l'environnement (chapitre Q-2) » ;

2° par la suppression, dans les quatrième et cinquième lignes du premier alinéa du paragraphe 7, des mots « et le ministre responsable de la Loi sur la qualité de l'environnement » ;

3° par le remplacement, dans la quatrième ligne du premier alinéa du paragraphe 8, des mots « les approbations prévues » par les mots « l'approbation prévue » et par la suppression du deuxième alinéa ;

4° par le remplacement du quatrième alinéa du paragraphe 9 par le suivant :

« La corporation qui adhère à une entente conclue en vertu du présent article doit transmettre à la Commission municipale du Québec, pour approbation, une copie de la résolution et, le cas échéant, un énoncé des conditions d'adhésion non prévues à l'entente. » ;

5° par le remplacement, dans la troisième ligne du sixième alinéa du paragraphe 9, des mots « toutes les approbations requises » par les mots « l'approbation requise ».

34. L'article 2 de la Loi modifiant de nouveau la Loi sur la qualité de l'environnement (1978, c. 94) est abrogé.

35. Les dispositions de la présente loi entreront en vigueur à la date ou aux dates fixées par le gouvernement.